

L. Trotsky

L'aventurisme économique, ses conséquences et ses dangers

13 février 1930

Première publication : *La Vérité*, 14.3.1930

Les succès du développement industriel en URSS ont une importance mondiale.

Les social-démocrates incapables de comprendre le rythme économique soviétique ne méritent que le mépris. Ce rythme n'est ni stabilisé encore, ni assuré de se maintenir, pour des raisons que nous allons voir plus loin. Mais il démontre combien grandes sont les possibilités lorsqu'on applique les méthodes socialistes à l'économie de l'État.

Si, comme ils en eurent la possibilité, les social-démocrates d'Allemagne avaient profité en 1918 du pouvoir qu'ils tenaient de la révolution pour effectuer un coup d'État socialiste, on peut se figurer aisément d'après l'exemple de l'expérience soviétique de quelle formidable puissance économique jouirait aujourd'hui cette masse socialiste compacte qu'eussent constitué ensemble l'Europe Centrale, l'Europe Orientale et la majeure partie de l'Asie. Le genre humain tout entier aurait aujourd'hui changé de visage. L'humanité payera de nouvelles guerres et de nouvelles révolutions cette trahison des social-démocrates allemands. L'histoire n'aura pas connu de plus grand crime. Mais cette question n'entre pas dans le sujet que nous nous proposons d'examiner cette fois-ci.

Les succès du développement industriel en URSS ont une importance mondiale.

Les social-démocrates incapables de comprendre le rythme économique soviétique ne méritent que le mépris. Ce rythme n'est ni stabilisé encore, ni assuré de se maintenir, pour des raisons que nous allons voir plus loin. Mais il démontre combien grandes sont les possibilités lorsqu'on applique, les méthodes socialistes à l'économie de l'État.

Si, comme ils en eurent la possibilité, les social-démocrates d'Allemagne avaient profité en 1918 du pouvoir qu'ils tenaient de la révolution pour effectuer un coup d'État socialiste, on peut se figurer aisément d'après l'exemple de l'expérience soviétique de quelle formidable puissance économique jouirait aujourd'hui cette masse socialiste compacte qu'eussent constitué ensemble l'Europe Centrale, l'Europe Orientale et la majeure partie de l'Asie. Le genre humain tout entier aurait aujourd'hui changé de visage. L'humanité payera de nouvelles guerres et de nouvelles révolutions cette trahison des social-démocrates allemands. L'histoire n'aura pas connu de plus grand crime. Mais cette question n'entre pas dans le sujet que nous nous proposons d'examiner cette fois-ci.

Dès avant la période de reconstruction, c'est-à-dire aux débuts de 1925, dans notre livre *Vers le capitalisme ou vers le socialisme ?*, nous donnions déjà une analyse succincte et anticipée des possibilités infinies que comporte l'industrialisation socialiste. Nous prouvions que - lorsque l'industrie soviétique ayant usé l'outillage hérité du régime capitaliste aura passé à son développement par ses propres moyens - la rapidité du progrès auquel elle atteindra dépassera tout ce que le régime capitaliste aura jamais osé rêver.

Avec prudence, nous prévoyions un accroissement annuel de 15 à 20 %. Les philistins, genre Staline et Molotov, se gaussaient de ces chiffres hypothétiques qui n'étaient à les en croire que rêves de « superindustrialisation ».

Or, la réalité, a dépassé de loin nos prévisions. Et c'est alors que se répéta l'erreur habituelle : frappés par ce fait, les empiriques se crurent tout permis et changèrent leur mesquinerie à courte vue en une véritable folie des grandeurs.

Le plan quinquennal ultra-gauche

Comme il ressort des événements des derniers mois, la fraction staliniste, dans l'ordre de sa politique économique comme dans l'IC, a transformé son zigzag de droite en une politique ultra-gauchiste.

Cette politique constitue en même temps une négation et une édition augmentée de la politique opportuniste qui régna depuis 1923 - surtout de 1926 à 1928 et ne se présente pas comme moins dangereuse souvent même au contraire - que celle qui lui précéda.

A l'heure qu'il est, l'ultra-gauchisme dans le domaine économique de l'URSS se développe dans deux directions : l'industrialisation et la collectivisation.

Dès 1923 l'opposition réclamait que l'on hâte le rythme de l'industrialisation, basant sa demande tant sur les possibilités qui existaient alors, que sur la nécessité qui s'en faisait sentir.

La fraction régnante (d'abord Zinoviev-Staline-Boukharine, puis Staline et Boukharine sans Zinoviev) accusait l'Opposition de vouloir « dévaliser le paysan » au profit de la « superindustrialisation » et de mener ainsi à la rupture économique entre la ville et la campagne.

L'expérience prouva que c'était l'Opposition qui avait eu raison. La direction opportuniste sous-évaluait systématiquement les ressources de l'industrie nationalisée, Le réel développement de cette dernière tant grâce à l'état du marché qu'à l'action de l'opposition dépassait d'année en année les prévisions officielles.

Et ce fut au moment même où la thèse de l'Opposition se trouvait être le plus complètement confirmée par les faits que la lutte entre la direction centrisme et l'Opposition devint la plus âpre. Durant des mois, la direction se vit forcée d'échanger son ancien « plan de cinq ans » - minimum que la plateforme de l'Opposition avait dénoncé comme dérisoire contre un nouveau « plan de cinq ans » beaucoup plus audacieux.

Du moment que la première année se trouvait confirmer la possibilité de réaliser ce nouveau rythme, au grand étonnement de la direction elle-même, cette dernière renonça à toutes ces mesquines hésitations habituelles pour se lancer tête baissée dans l'excès contraire. Désormais il n'y avait plus qu'un mot d'ordre : en avant, sans se retourner. Le plan subira constamment des retouches dans le sens d'un agrandissement de tous ses postes ; de l'opportunisme possibiliste on passait au subjectivisme intempérant. Dès que le chef d'entreprise ou l'ouvrier invoquent de réels empêchements matériels - soit insuffisance de l'outillage, soit manque de matières premières, ou leur mauvaise qualité - leur cas est considéré comme haute trahison révolutionnaire.

En haut lieu on exige de faire montre d'envergure, d'élan et d'esprit d'offensive. Tout ce qui s'y oppose sera considéré comme subversif.

Le premier quart (d'octobre à février) de l'année économique courante - qui est la seconde du « plan de cinq ans » - fut un coup manqué, bien qu'il constitue néanmoins un progrès de 26 % sur la même période de l'année précédente. Pour la première fois depuis le règne de la nouvelle direction, le rendement se trouve être *en recul* sur le plan prévu. Ce recul est particulièrement sensible dans l'industrie lourde. Les prix de revient ont flanché. Pour amortir ou dissimuler le recul, les usines diminuent la qualité. Le pourcentage de déchets a haussé d'une façon inquiétante.

A toutes les réclamations le Comité central a répondu en exigeant non seulement de maintenir le programme, mais même de le dépasser.

Les données objectives démontrent de façon de plus en plus évidente - comme le faisait déjà prévoir l'aspect théorique du problème - que l'on a présumé de ses forces. De plus en plus l'industrialisation ne s'exécute plus que sous le « knout » administratif. On force l'outillage et la main-d'œuvre. Les décalages entre les différents domaines de l'industrie vont en augmentant. Il n'est pas exclu que le recul ira en s'aggravant durant la période trimestrielle suivante. De son côté, le gouvernement se voit forcé de boucher les trous qui se forment dans la production en recourant à la création de nouveaux budgets ou de nouvelles ouvertures de crédits. Ceci mène à l'inflation du papier-monnaie qui à son tour donne lieu à l'augmentation artificielle de la demande en marchandises, d'où nécessité pour y faire face, de gonfler à nouveau les plans de production, ce qui accumule de nouvelles disproportions.

Le plan et l'économie mondiale

L'économie soviétique dépend de l'économie mondiale. Cette dépendance est exprimée par le rapport de l'importation à l'exportation. Le commerce étranger est le point d'étranglement dans le système économique soviétique. Les difficultés de notre commerce étranger ont pour base les difficultés inhérentes à notre retardement.

Cette particularité s'aggrave pour le moment de l'importance de la conjoncture générale. Les phénomènes dus à la crise mondiale se font désormais sentir dans l'exportation soviétique par la diminution de la demande et la baisse des prix des produits exportés.

Si la crise commerciale et industrielle mondiale augmente et se développe, le rétrécissement de notre exportation qui était déjà insuffisante se répercutera sur nos importations de machines et outils. Ce danger n'est naturellement pas imputable à la direction soviétique. Mais la direction doit et peut en tenir compte. L'élan aventureux de l'industrialisation, sans ensemble harmonieux entre, les différents domaines, par le canal du commerce extérieur va venir se briser contre les barrières de la crise mondiale ; l'importation des produits indispensables va baisser et un nouveau facteur de désorganisation va venir s'enfoncer au coin dans le « plan de cinq ans ».

Il est, d'autre part, possible que la crise industrielle en Amérique et en Europe, dans son stade suivant, pourra aboutir à l'ouverture de crédits industriels et commerciaux en faveur de l'URSS. Mais cette arme est à deux tranchants. Avec un rythme de développement normal, ces crédits pourraient faciliter et hâter le processus d'industrialisation. Mais, au cas où les contradictions internes augmenteraient, les crédits ne feraient que reculer la crise qui plus tard éclaterait avec une force dédoublée.

Au demeurant, ce n'est qu'hypothétiquement que nous rappelons cette fois les dangers qui pourraient surgir de la crise mondiale. Le centre de gravité n'est évidemment pas là. Les dangers éminemment plus pressants et plus profonds sont ceux qui s'accumulent sur le point le plus sensible du régime soviétique qui est celui des rapports entre la ville et la campagne.

L'origine de la collectivisation de l'agriculture

L'Opposition durant les dernières années a constamment réclamé que l'on augmente l'imposition *des couches supérieures* de la campagne dans l'intérêt du développement industriel. La direction officielle niait l'augmentation des forces « koulaks » et accusait l'Opposition de vouloir « dévaliser le paysan ».

Entre-temps, le « koulak » se développa jusqu'à devenir une réelle puissance, entraînant avec lui le paysan moyen et réduisant l'industrie et les villes à un blocus par la famine. La démonstration la plus éclatante de la force « koulak » coïncida avec l'exécution policière de l'Opposition (début 1928).

La bureaucratie dut donner un brusque coup de barre. On décréta la croisade contre le « koulak ». Les mesures, que la veille encore l'Opposition préconisait pour freiner les tendances d'exploitation dans les campagnes, se trouvaient devoir être largement dépassées lorsque commença la lutte pour le pain, contre le koulak.

Cependant le koulak et le paysan moyen ne sont pas séparés par une cloison étanche. C'est des rangs de la paysannerie moyenne que sortent les koulaks, phénomène à tout instant en corrélation avec la situation du moment à la campagne.

La subite avalanche d'attaques contre le koulak, sans ordre ni méthode - avec certains coups à tort et à travers d'ailleurs ! - ferma la voie au développement des couches supérieures des paysans moyens. D'où vint le divorce avec la campagne. Le paysan ayant fait l'expérience de la révolution n'aimait pas beaucoup reprendre le chemin de la guerre civile et se démenait donc en recherchant une autre issue. Ainsi naquit « la collectivisation générale ».

Le pouvoir soviétique logique en cela avec ses buts fondamentaux encourage la coopération tant productive que commerciale. Toutefois et jusqu'à ces tout derniers temps, la coopération productive à la campagne (sous la forme des « kolkhoz » ou entreprises collectives) n'occupait qu'une très faible place dans l'économie rurale.

Il y a à peine deux ans, l'actuel commissaire du Peuple à l'agriculture Iakovlev écrivait qu'étant donné l'état arriéré et parcellaire - tant culturel et technique - de notre classe agricole, les « kolkhoz » étaient destinés durant de longues années encore à n'être que « des petits îlots isolés et perdus dans la mer de l'économie agricole ».

Or durant la toute dernière période, la collectivisation a pris, d'une façon inattendue pour la direction elle-même un développement grandiose. Qu'il suffit de dire, que si conformément au plan, l'économie collective devait, englober à la fin de la période du « plan de cinq ans » jusqu'à 20 % de l'économie rurale, c'est un fait qu'à l'heure actuelle, à peine au début de la seconde année du plan seulement, cette proportion a déjà atteint le chiffre de 40 %.

Si ce rythme continuait, la collectivisation par les « kolkhoz » absorberait la classe paysanne tout entière durant les deux années à venir. Il semblerait que ce soit là un immense progrès ? Or en fait, ce ne peut être qu'un mortel danger.

La collectivisation productive de l'agriculture sous-entend une base technique bien déterminée. L'économie collective est avant tout l'exploitation des *grandes* entreprises agricoles. L'importance rationnelle de l'exploitation est déterminée par le caractère des moyens et méthodes qui président à la production. Pas plus qu'on ne pourrait construire un navire en additionnant des barques de pêcheurs, on ne peut édifier de grandes exploitations agricoles avec les charrues et les haridelles des paysans tout unifiées qu'elles soient. La collectivisation de l'économie rurale ne peut être que le résultat de la substitution du matériel mécanique aux instruments primitifs actuels.

Il s'ensuit que le degré d'industrialisation du pays détermine l'angle de possibilité de la collectivisation de l'économie rurale.

L'industrialisation de l'agriculture

En fait, on voit que ces deux opérations ont pris à l'heure actuelle des développements absolument divergents. Aussi rapide que puisse être le développement de l'industrie soviétique, elle est destinée à demeurer encore longtemps retardataire. Le coefficient de progrès ne paraît important qu'au regard du niveau général qui est fort bas. Mais il ne faut jamais perdre de vue que si l'industrie réussit même à atteindre les limites prévues, elle ne pourra clans le meilleur des cas, à la fin du plan de cinq ans, desservir en tracteurs et en outils agricoles que de 20 à 25 % de l'ensemble des exploitations paysannes dit pays. Voilà où s'arrêtent réellement les limites des possibilités de la collectivisation rurale.

Tant que l'URSS demeure isolée dans le monde, l'industrialisation (machinisme, électrification, etc.) de l'agriculture ne peut être envisagée que dans le cadre de successifs « plans de cinq ans ». C'était d'ailleurs bien jusqu'à ce jour le point de vue de la direction elle-même. Or, voilà qu'on nous apprend que la collectivisation a désormais atteint déjà la moitié - et dans certains rayons agricoles atteindra, durant l'année à venir, la totalité - de la production paysanne. Il saute donc aux yeux que le rythme actuel de la collectivisation n'est pas le fait d'un calcul des facteurs de production, mais de facteurs administratifs.

Le brusque coup de volant dû à l'esprit de panique qui souffle sur la direction politique non seulement à l'égard du koulak, mais du paysan moyen lui-même, aboutit durant l'année écoulée à la liquidation presque totale de la NEP.

Or, le paysan est un petit producteur, et en tant que tel ne peut subsister sans marché. La liquidation de la NEP a mis en demeure le producteur-paysan moyen de devoir choisir désormais entre les trois solutions suivantes : on bien revenir à l'exploitation agricole naturelle primitive qui conduit à la mort lente, on bien faire la guerre civile pour la conquête d'un marché, ou bien tenter le sort sur les voies nouvelles de la collectivisation économique.

Or, dans cette dernière voie seule, le paysan ne semble devoir plus être en proie aux poursuites et ne recevoir au contraire que des avantages : diminution des impôts, distribution gratuite de matières premières, crédits, etc.

Aussi si à l'heure actuelle, le paysan se rue en masse dans les « kolkhoz », ce n'est ni parce que ces derniers leur ont prouvé leur utilité en fait, ni non plus, parce que l'État a réussi à convaincre le paysan (pas plus que la direction n'en est convaincue elle-même !) qu'il lui sera possible dans les temps les plus prochains de reconstruire l'économie agricole, sur de nouvelles bases purement collectives, mais tout simplement parce que, après une série d'années, la politique « libérale » de Staline-Oustrialoff¹, les paysans se sont trouvés subitement dans une impasse, surtout ceux des couches supérieures, qui, jusqu'à ce jour, avaient bénéficié de pouvoir établir leur économie sur un plan d'exploitation fermière-capitaliste pure. Arrivé sur le seuil du marché, le paysan en a trouvé la porte tout à coup fermée à double tour. Après un court moment de piétinement sur place, il s'est rué en panique vers la seule issue demeurée libre : la collectivisation.

La direction elle-même s'est trouvée encore plus étonnée de cette ruée dans les « kolkhoz » du paysan que ce dernier ne l'avait été par la liquidation de la NEP. Puis, revenue à elle et s'étant reprise, elle a cru s'en tirer en se forgeant une nouvelle théorie ; l'édification socialiste entre dans sa « troisième période » ; il n'est plus besoin de marché ; dans les toutes prochaines années à venir, le koulak sera liquidé en tant que classe.

Au fond, cette théorie n'est point nouvelle. C'est l'ancienne théorie du « *socialisme dans un seul pays* » qu'on a tout simplement mise « en troisième vitesse ».

Jadis on nous enseignait qu'en Russie - pays arriéré - l'édification socialiste se ferait avec une lenteur de tortue, le koulak étant destiné à s'enraciner dans le socialisme, sans grand dommage. Aujourd'hui la vitesse de « tortue » fait place à la vitesse « aviation » ; quoi d'étonnant qu'à cette vitesse-là le koulak n'ait plus le temps de s'enraciner - on le liquide, tout simplement, par une voie de mesure administrative.

Certes, la liquidation du koulak, si elle était sérieuse, constituerait la liquidation de la *dernière* classe capitaliste.

Sans koulak, ni l'intermédiaire, ni le spéculateur, ni le nepmann des villes ne peuvent plus subsister économiquement parlant, d'autant plus que, le programme officiel de la liquidation du koulak s'étend également à la petite bourgeoisie des villes. L'absorption totale de la classe paysanne dans la socialisation économique du pays avec, comme complément, la liquidation du

¹ Oustrialoff : politicien libéral qui avait soutenu Lénine lors de la promulgation de la NEP, y voyant l'amorce de la restauration du capitalisme.

koulak signifie en fait la transformation de l'URSS dans l'espace des deux - trois ans à venir en une société sans classes. Dans une société sans classes, point n'est besoin de gouvernement, surtout d'un gouvernement sous une forme aussi concentrée qu'est la dictature. Rien d'étonnant dans ces conditions que certains jeunes théoriciens du nouveau cours se sont prononcés pour la liquidation des soviets - du moins au sein des campagnes - et leur remplacement par des organes de production purs, en l'occurrence l'administration des « kolkhoz ».

Toutefois, en haut lieu, ces « théoriciens » furent promptement remis à leur place, et il leur fut déclaré fermement que la dictature demeurerait indispensable durant longtemps encore.

Mais à quoi pouvait-elle servir encore après la liquidation du koulak prévue dans deux ans d'ici - c'est ce que la direction a omis d'expliquer. Cet oubli n'est d'ailleurs pas l'effet d'un hasard, car autrement il eût fallu s'avouer à soi-même que le programme improvisé d'une liquidation des koulaks au moyen d'une collectivisation des socs, hardes et haridelles des paysans n'est que du pur aventurisme bureaucratique sous l'engrais d'un charlatanisme théorique.

En fait la liquidation des koulaks ne donna lieu qu'à des mesures purement administratives : confiscation des biens, confiscation de la parcelle de terre individuelle et finalement expulsion. Et cette politique est appliquée exactement comme si le koulak était un élément étranger à l'ensemble de la campagne, venu de l'extérieur et appartenant à une autre race. Or, en fait, le koulak est un des stades du développement du paysan moyen. Il est naturellement toujours possible de liquider chaque koulak en ayant recours à deux miliciens (encore faut-il qu'ils soient bien armés). Mais il est bien plus difficile d'empêcher qu'il n'en naisse de nouveaux, et au sein des kolkhoz mêmes.

Les trois types d'exploitations collectives

Il existe en URSS trois sortes de kolkhoz selon le degré de communauté de leurs moyens de production : les *associations*, les *artels* et les *communes*. Dans les associations l'exploitation collective de la terre se fait au moyen de l'outillage individuel ; c'est le travail qui est collectivisé mais non les moyens de production. Dans les artels, ce n'est qu'une partie des moyens de production qui est collectivisée, celle des instruments les plus coûteux. Enfin c'est dans les communes seulement que tous les moyens de production ont été collectivisés.

Les *systèmes de rémunération* entre les différents membres au sein des kolkhoz dépendent du degré de collectivisation des moyens de production. Ces systèmes varient du paiement en nature ou en espèces jusqu'au partage quasi purement communiste.

Ces trois types de kolkhoz correspondent à trois stades de la collectivisation ; le stade supérieur devant servir d'exemple au stade inférieur, pour demain.

Le passage d'un stade au suivant - tant dans son volume que dans son rythme - est commandé à la base par les conditions techniques de la production qui y président. Il est donc clair que plus grande est l'ampleur que prend en ce moment le mouvement de collectivisation, plus primitive sera la forme qu'elle devra contracter, en ouvrant des brèches d'autant plus larges pour l'immixtion de tendances capitalistes. Or le dernier mot d'ordre du Comité central décrète la mise en commun complète et immédiate de tous les moyens de production. En d'autres termes, la collectivisation généralisée basée presque exclusivement sur l'outillage paysan se ferait donc sous une forme intermédiaire entre l'artel et la commune. La contradiction interne saute aux yeux : plus grande sera la collectivisation forcée, plus étriquée se trouvera être par rapport à elle la base technique sur laquelle elle doit reposer, et plus forte en conséquence se sentira à son égard la catégorie sociale la plus évoluée pour mieux la contraindre à une direction bureaucratique et utopique.

D'autre part, la question des rapports même au sein des kolkhoz n'est même pas discutée dans la presse. Pour éviter la question primordiale du système de la répartition des revenus, les dirigeants et exécutants substituent à une analyse marxiste de vaines criailleries d'agitateurs.

Il va de soi que si l'industrie du pays pouvait adapter aux kolkhoz les moyens de production sociaux existants, la différence entre kolkhoz et sovkhoz serait vite liquidée. Le paysan transformé en ouvrier socialiste des usines à grain et toute possibilité de se développer enlevée au koulak. Mais de nombreuses années nous séparent encore de ce stade, car durant de nombreuses années encore la majorité écrasante des kolkhoz devra vivre du cheptel et de l'outillage des paysans eux-mêmes. Mais supposons que même dans ces conditions la collectivisation arrivera à donner des résultats tellement positifs qu'ils réussiront à contre-balancer les tendances individualistes des paysans. Il n'en surgira pas moins une nouvelle difficulté, cette fois-ci non d'ordre administratif mais social, c'est-à-dire résidant non dans les méthodes de direction des kolkhoz mais dans la nature de classe même du petit producteur. A savoir : comment répartir les revenus des kolkhoz ? Le paysan avant fourni au kolkhoz deux chevaux aura-t-il droit à un supplément de revenu en regard du paysan qui n'aura fourni que ses deux bras ? Si l'intérêt sur le « capital » n'est pas admis, personne ne voudra transmettre son bien gratuitement. Et alors l'État se verra contraint à une charge absolument démesurée pour lui : outiller entièrement à neuf tous les kolkhoz. Et si d'autre part le revenu sur le « capital » venait à être admis, un processus de différenciation s'établirait immédiatement au sein des kolkhoz. De sorte que si d'une part les résultats matériels des kolkhoz devaient être dans l'ensemble plus importants que lors de l'exploitation parcellaire individuelle, la différenciation sociale par les kolkhoz se ferait d'autre part plus rapidement qu'elle n'avait lieu jusqu'à présent.

La différenciation sociale dans les kolkhoz.

Mais la question ne se réduit pas à l'outillage et aux moyens de production en général. La famille qui compte trois ouvriers voudra recevoir plus que celle qui n'en compte qu'un. Lorsque le kolkhoz voudra garder la portion des revenus non utilisée pour l'employer à enrichir l'outillage ou les moyens de production, il devra rétribuer ces versements des différents membres moyennant certains pourcentages. Ceci à nouveau ouvre la voie à la différenciation sociale au sein des kolkhoz et à leur transformation en coopératives petite-bourgeoises dont bientôt la majorité des membres ressemblera fort à des métayers, la direction étant concentrée entre les mains d'une couche supérieure plus riche. Ce phénomène s'était déjà souvent présenté précédemment lorsque l'existence des kolkhoz était encore une exception et lorsqu'ils se constituaient par voie de sélection individuelle. Il sera d'autant plus inévitable au sein d'une collectivisation générale qui, si elle est contrainte de conserver comme base technique les

moyens de la petite exploitation, conserve par le fait même toutes les contradictions internes inhérentes à cette sorte d'exploitation, y compris l'inévitable formation de nouveaux koulaks au sein même des kolkhoz.

Cela signifie qu'au lendemain de la « liquidation du koulak en tant que classe » par ce moyen purement administratif, et après l'expropriation et le bannissement des koulaks « nominaux », la bureaucratie stalinienne proclamera les koulaks formés au sein des kolkhoz comme étant des « coopérateurs civilisés et progressifs », s'en référant pour le reste à la formule de Lénine (« *De la coopération* »). Dans ce cas, le kolkhoz ne deviendrait qu'une *nouvelle manière sociale et politique de masquer le koulak*. Il faut avouer que pour se servir de ce nouvel escamotage, le nouveau commissaire du Peuple à l'Agriculture, Iakovlev, semble être l'homme tout désigné. Ce n'est pas pour rien que durant plusieurs années il s'est employé à prouver par un savant travail d'équilibrisme statistique que le koulak n'était qu'une invention de l'Opposition. Et c'est lui encore qui, hier, en compagnie d'autres fonctionnaires, déclarait document contre-révolutionnaire le programme de l'Opposition où était inscrite la nécessité de hâter la collectivisation sur la base d'une industrialisation progressive.

Durant ce temps, anticipant sur la contradiction qui existe entre les formes collectivistes et l'insuffisance des bases techniques, le paysan se hâte de vendre à tort et à travers son cheptel avant d'entrer dans le kolkhoz. La presse est pleine d'informations inquiétantes concernant la destruction en masse du cheptel et sa vente aux abattoirs. La direction réagit comme elle peut, au moyen de circulaires, de dépêches et de menaces. Mais c'est manifestement insuffisant. Le paysan ignore si dans le kolkhoz, son cheval, sa vache lui seront comptés, et s'ils le sont, dans quelle mesure. Il espère que le kolkhoz recevra de l'État un tracteur. Il ne voit en tout cas pas de raison de livrer gratuitement sa vache à la collectivité. Le paysan demeure un réaliste étroit. Se voyant obligé d'entrer dans les kolkhoz, il se hâte d'obtenir quelque avantage, particulier de la liquidation de son bien individuel. Or, ce bien l'État de son côté ne peut le remplacer par une force mécanique ou même par un cheptel de meilleure qualité. Et voilà qui prépare pour les kolkhoz dès leurs débuts une série de graves difficultés.

Il est facile de prévoir qu'à l'actuel mouvement en avant dépourvu de garanties et de réserves suffisantes, succédera bientôt une retraite précipitée, semant la panique dans la masse, prétendument stratégique dans l'explication qu'on en donnera en haut lieu. Les kolkhoz improvisés à la légère se désagrégeront ou tomberont en décadence, libérant à nouveau les moyens de production individuels au cours d'âpres luttes dans leur sein même, ouvrant ainsi la voie aux tendances capitalistes. Alors la direction, toujours infaillible accusera naturellement les exécutants de « trotskysme » et cherchera à ramener de derrière les fagots les formules staliniennes des années 1924-25 sur l'exploitation capitaliste-fermière... si toutefois le parti continue à laisser faire les aventuriers bureaucratiques.

Ce que répondront les bureaucrates.

On prévoit quel écho trouvera notre analyse dans les cercles dirigeants. Les fonctionnaires prétendront que nous spéculons sur la crise. La canaille ajoutera que nous voulons la chute du pouvoir soviétique. Iaroslavsky expliquera que nous travaillons dans l'intérêt de Chamberlain. Et il n'est pas exclu que les mencheviks et les libéraux détacheront quelques phrases pour prouver que la Russie doit retourner au régime capitaliste. Les fonctionnaires du communisme découvriront à nouveau une « solidarité » entre l'Opposition et les mencheviks. Ce ne serait pas pour la première fois ; ce ne sera pas non plus la dernière. Mais tout cela ne nous arrêtera pas. Les ergotages passent, les faits demeurent. Après une longue période de politique opportuniste, la bureaucratie stalinienne traverse une courte mais impétueuse période d'ultra-gauchisme enragé. La théorie et la pratique de la « troisième période » comportent les mêmes conséquences funestes et entraînent les mêmes destructions tant à l'intérieur de l'URSS qu'au-dehors. On dira : l'opposition semble permuter avec l'appareil. Elle l'accuse de super-industrialisation et penche elle-même à droite. D'autres malins ajouteront : l'aile droite qui accusait les staliens de super-industrialisation et de « trotskysme » capitule devant Staline tandis que l'opposition de gauche semble se rallier au point de vue de l'aile droite.

Toutes ces réflexions, juxtapositions, rapprochements peuvent être prévus d'avance et on pourrait même d'avance écrire les articles et discours auxquels ce sujet donnera lieu. Leur peu de fondement ne sera cependant pas difficile à démasquer. Jamais l'Opposition ne s'était proposée de « rattraper et dépasser dans le temps le plus court » le monde capitaliste. Nous réclamions de hâter l'industrialisation parce que c'était l'unique moyen d'assurer le rôle dirigeant de la ville à l'égard de la campagne et de maintenir par conséquent la dictature prolétarienne.

Nous évaluons les possibilités de l'industrialisation avec infiniment plus de hardiesse et d'audace que ne le firent les bureaucrates jusqu'en 1928. Mais jamais nous ne pensions que les ressources de l'industrialisation fussent illimitées et que son rythme ne dépendait que du fouet bureaucratique. Nous avons toujours préconisé l'amélioration des conditions de vie de la classe ouvrière comme base constante de toute industrialisation. Et toujours, pour nous, la collectivisation devait dépendre de l'industrialisation. La transformation socialiste de l'économie rurale ne nous est jamais apparue possible que dans la perspective de plusieurs dizaines d'années. Jamais nous ne perdîmes de vue les contradictions inhérentes à l'édification du socialisme dans un seul pays. On ne peut liquider les contradictions propres à la campagne qu'en liquidant celles qui existent entre la campagne et la ville, ce qui ne peut être fait que sur le plan d'une révolution mondiale. Nous n'avons donc jamais envisagé de liquider les classes dans les limites d'un « plan quinquennal » de Staline-Krijatovski. Ce que nous réclamions c'était de limiter les tendances exploiteuses du koulak et de rogner régulièrement ses revenus dans l'intérêt de l'industrialisation. C'est ce qui nous a valu d'être bannis conformément à l'article 58 du code pénal.

L'Opposition marxiste était battue en brèche par le bloc de l'aile droite et du centre. Droite et centre s'étaient momentanément séparés. Les voici de nouveau unis. Ils ont une base commune : le *national-socialisme*. Ensemble ils ont opéré par dessus notre tête un mouvement tournant de 180°. Ensemble ils ont en effet transformé peu à peu le problème de l'industrialisation socialiste en un petit jeu de hasard bureaucratique super-industrialiste. Ils suppriment la NEP commettant ainsi le « crime » dont ils nous accusèrent faussement jadis et pour lequel nos amis remplissent jusqu'à ce jour leurs prisons et lieux de déportation.

Au lieu de limiter le koulak et le dominer, ils pensent le supprimer par des mesures administratives, faute dont ils nous avaient accusé précédemment et dont nous nous étions défendus avec la plus sincère indignation. Les droitiers, qui avaient craint de faire les pas les plus nécessaires « en avant », se sont maintenant jetés tête baissée avec les centristes « en avant ». Le bloc est ainsi reconstitué, seul le rythme « tortue » a fait place à un rythme « aviateur ». Combien de mois encore la direction actuelle va-t-elle aiguiser le parti sur la voie de l'ultra-gauchisme ?

Très peu, pensons-nous.

Plus le cours actuel revêtira un caractère de frénésie plus vite apparaîtront ses contradictions internes. A ce moment, après le mouvement de 180° accompli, la direction en décrira un nouveau, complémentaire, qui la ramènera - le cercle complet accompli - à son point de départ :

« Cela sera comme c'était. »

Que faire ?

Les questions auxquelles il n'est touché ici que brièvement constituent le sujet d'un travail plus important que nous comptons publier sous peu. C'est ce qui explique l'aspect schématique de cet exposé. Nous répondrons en même temps à la question : « Que faire ? »

L'industrie s'achemine vers une crise rapide par suite d'un monstrueux bureaucratisme dans l'élaboration du plan quinquennal. Ce plan aurait dû être dressé en tenant compte des proportions et garanties qui s'imposaient, et dans le parti lui-même avec libre examen rétrospectif de l'expérience économique soviétique de la dernière période, y compris les formidables erreurs commises par la direction. Le but primordial du plan est de déterminer combien les ouvriers et paysans veulent et peuvent consommer immédiatement, et *combien* ils peuvent épargner et accumuler. La question du rythme de l'industrialisation n'est pas du domaine de l'imagination bureaucratique mais de celui de la vie et du degré de culture des masses.

En conséquence, le plan d'une édification socialiste ne saurait résulter d'une directive bureaucratique conçue a priori. Il doit s'élaborer et se perfectionner au fur et à mesure de l'édification socialiste elle-même c'est-à-dire sur la base d'une large démocratie soviétique. La question de savoir par exemple quelle importance devra prendre l'ensemble de l'industrie chimique dans le plan des premières années à venir ne doit résulter que du libre développement de l'industrie chimique dans les différents groupements économiques et multiples branches de l'industrie du pays. La démocratie soviétique n'est pas affaire de politique abstraite, encore moins de morale. Elle est désormais devenue une nécessité économique.

La première condition du progrès socialiste est pour nous avant tout de conserver ou plutôt de sauver le parti. Privé de cette arme historique élémentaire, le prolétariat devient impuissant. Or, nous voyons que la bureaucratie stalinienne est en train de tuer le parti. C'est elle qui, à la collectivisation généralisée dans les campagnes, ajoute l'incorporation totale dans le parti des usines et métiers. On noie l'avant-garde dans la classe. La pensée et la volonté du parti sont piétinées. La bureaucratie n'a plus aucune retenue. La direction est aveugle et sans contrôle. Le parti ne saurait reconstituer une direction capable aussi longtemps qu'il ne sera pas redevenu le parti. Que faut-il faire pour cela ? Reprendre à l'appareil usurpateur le pouvoir usurpé au parti. Qui peut le faire ? Le noyau prolétarien du parti en s'appuyant sur la classe ouvrière.

En second lieu, vient le rétablissement dans la voie juste de la *dictature prolétarienne*. Il n'est possible que si d'année en année le prolétariat constate l'amélioration de son niveau matériel et culturel, l'accroissement de son rôle dans l'État et le pays et que si les « ciseaux » des prix dans l'industrie et dans l'agriculture se referment parallèlement, laissant au paysan un profit réel de la Révolution d'Octobre.

Le rythme de l'industrialisation ne consiste pas à assurer l'édification d'un socialisme national mais à raffermir la base de la dictature prolétarienne et à améliorer la situation des masses ouvrières de la ville et de la campagne. C'est là un problème purement réaliste. Il exige à la fois du courage et de la prudence. Il exclut aussi bien la mesquinerie des attermoissements que l'aventurisme casse-cou.

Il serait ridicule de prétendre que l'opposition a tout prêt, dans son sac, un plan infallible pour préserver l'Union soviétique des nouveaux dangers qu'a créés le mélange d'aventurisme et d'opportunisme.

Un itinéraire idéal ne peut donner de solutions directes pour une colonne de marche lorsque celle-ci s'est éloignée considérablement de la route et s'est embourbée jusqu'au cou. Il faut d'abord tout un système de mesures *ad hoc* pour ramener la colonne dans le vrai chemin. Une chose est certaine, c'est que le meilleur pilote n'y saurait suffire. Il faut les efforts collectifs du parti et de la classe, l'aide d'en bas - ce qui suppose le pouvoir et le moyen d'une initiative créatrice collective.

Pour le moment précis, une condition avant toutes autres s'impose : une *rigoureuse discipline financière*. Il faut resserrer autant qu'il se peut les cordons de la bourse, tant sur le plan budgétaire que sur le plan des crédits. Aucun doute que cette mesure n'apparaisse douloureuse, car elle devra inévitablement arrêter à mi-chemin toute une série d'entreprises et d'initiatives. Mais elle est indispensable. La discipline financière sera le premier pas d'une discipline économique générale. Si l'on ne barre pas immédiatement la route à des entreprises enflées et hors de proportion, si l'on ne ramène pas immédiatement le rythme dans les limites des réalités possibles, l'inflation pourrait leur donner par la suite un développement catastrophique tel que les conséquences qui en résulteraient, ne seraient plus uniquement dangereuses pour la fausse réputation d'une direction ignorante - basée entièrement, celle-là, sur une inflation morale - mais dangereuses pour une valeur morale incommensurablement plus importante, et qui est la Révolution d'Octobre.

Encore une fois nous nous refusons catégoriquement à l'édification « dans le plus bref délai » d'une société socialiste nationale. Nous rattachons indissolublement le problème de la collectivisation et de l'industrialisation au problème de la révolution mondiale. En dernière analyse, les problèmes de notre économie sont résolus sur le plan mondial. Il faut restaurer l'Internationale Communiste. Il faut faire l'examen de la stratégie révolutionnaire postléninienne et la juger dans chacune de ses trois périodes : Zinoviev, Boukharine-Staline, Staline-Molotov. Il faut liquider la direction actuelle car précisément dans le domaine des questions internationales la fraction stalinienne atteint un tel degré de cynisme théorique et de déliquescence pratique qu'elle menace l'avant-garde prolétarienne des plus grands maux. Renoncer au national-socialisme et aux pratiques d'un aventurisme - telles sont les conditions premières d'une restauration de l'Internationale Communiste.